

cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX – N° 298 – VENDREDI 16 SEPTEMBRE 2016

PÂQUERETTE EMPOISONNÉE

La firme Bayer épouse le grainetier Monsanto. Ils seront heureux et feront beaucoup de poisons. J'ai les abeilles.

AGENDA MILITANT

→ 17 septembre

Chartres, [People](#)

→ 20 septembre

Bruxelles [Stop "TTIP" et "CETA"](#)
Toulouse [Quel syndicalisme pour demain ?](#)

→ 21 septembre

Monde [Journée mondiale de la la paix](#)
Montluçon [Debout ou le temps de la prise de conscience](#)
Paris [Pour un printemps de la liberté, de l'égalité et de la fraternité](#)

→ 24 septembre

France [Marches pour la paix](#)
Paris [Socialisation des multinationales, le cas de Sanofi](#)

À LIRE SUR [communistesunitaires.net](#)

→ Mondialité

[Flotille des femmes pour Gaza!](#)

→ Culture

[Les Mots qui Restent](#)

Agir contre l'islamophobie et les racismes

Appel pour un printemps de la liberté, de l'égalité et de la fraternité (extraits).

Le 21 septembre, nous, citoyen(ne)s, militant(e)s, adhérent(e)s ou sympathisant(e)s d'organisations antiracistes ou progressistes, nous qui vivons dans des quartiers populaires, nous qui sommes divers socialement, culturellement, spirituellement, nous dont la vie quotidienne est rendue difficile non par l'Islam, mais par le chômage, la précarité, les bas salaires, nous qui sommes lassé(e)s d'être perpétuellement la cible de discours médiatiques soupçonneux, du racisme, des violences policières, nous serons rassemblé(e)s pour faire entendre une autre voix, et crier notre soif de liberté, d'égalité, de fraternité.

Contre la volonté de confisquer la laïcité pour en faire un instrument d'exclusion et de stigmatisation, nous dirons l'urgence de défendre l'esprit et la lettre de la loi de 1905. Contre le fantasme d'une république qui serait assiégée par une communauté musulmane présentée comme un tout homogène, nous ferons valoir que les musulmanes et les musulmans qui vivent ici ne poursuivent en rien on ne sait quelle ambition d'islamisation de notre pays. Qu'ils sont comme tout un chacun attachés aux droits et aux libertés dont la France se targue d'être la patrie. Contre les paniques sécuritaires répandues par le "Printemps républicain" qui parle de quartiers « perdus, » nous réaffirmerons que les quartiers populaires sont au contraire les lieux où peut s'inventer une société ouverte et tolérante.

Le 21 septembre prochain, nous réaffirmerons notre attachement aux valeurs de liberté, d'égalité et de respect. Nous interpellons la gauche fraternellement mais très fermement, car, depuis 30 ans, en matière de lutte contre le racisme, elle a beaucoup promis mais peu tenu. Nous n'avons que trop souvent constaté ses défaillances : promesses dilatoires (droit de vote pour les étrangers, récépissé pour les contrôles policiers...), mesures démagogiques faisant d'insupportables concessions au racisme et au programme de l'extrême droite (déchéance de nationalité), discours électoralistes et racistes (de Laurence Rossignol, récemment, entre autres) etc.

L'heure n'est plus aux louvoisements ni aux calculs à la petite semaine : pour faire reculer le Front national, et battre une droite qui en a absorbé de nombreuses idées, il faut un sursaut : pas un absurde « sursaut identitaire » (Manuel Valls, le 4 avril dernier), mais un sursaut démocratique, progressiste, antiraciste...

Le texte intégral de cet appel et la liste des premiers signataires sont [ici](#).

Les priorités incomplètes de la France face aux moyens de Daesh

Un important rapport de la mission d'information de l'Assemblée nationale sur les moyens de Daesh est paru. Cerises publie la contribution du député François Asensi, au nom du groupe de la gauche démocrate et républicaine, qui demande un renforcement de la lutte contre le financement du terrorisme et de nouvelles orientations diplomatiques de la France.

La naissance de la mission d'information, suite aux attentats des 7 et 9 janvier [2015] et du 13 novembre [2015], portait la volonté partagée par l'ensemble de la représentation nationale de mieux mesurer l'étendue des moyens dont dispose l'organisation terroriste État islamique et d'avancer une stratégie globale pour les réduire. Elle marque la place croissante des parlementaires dans la politique extérieure de la France. Les affaires internationales ne relèvent plus uniquement du domaine réservé de l'exécutif, y compris sur un sujet aussi sensible que la lutte contre le terrorisme. Les députés du groupe de la gauche démocrate et républicaine se félicitent de cette avancée pour la démocratie parlementaire.

Dans le cadre de la mission d'information sur les moyens dont dispose Daech, les députés ont interrogé plus d'une trentaine de personnalités susceptibles de répondre aux interrogations sur les moyens humains, matériels et financiers dont dispose l'organisation terroriste. La conduite des travaux par le Président et le Rapporteur a donné toute satisfaction ; la grande variété des intervenants a permis de mener des travaux approfondis et d'obtenir de nombreux éclaircisse-

ments à propos de la stratégie mise en place par Daech dans les territoires où l'organisation est présente.

L'État islamique bénéficie de la complaisance de certains pays voisins. (...) les facilités fiscales accordées en France aux résidents qataris ne sont pas justifiées, à l'heure où le volontarisme de la pétromonarchie sur le plan de la lutte internationale contre le terrorisme reste à prouver.

Pour enrichir ce travail, les députés du groupe GDR souhaitent réaffirmer les priorités suivantes, sans lesquelles la lutte nécessaire contre Daech ne manquerait pas d'être incomplète.

Daech, une organisation terroriste aux moyens financiers hors norme

a) État des lieux

L'organisation terroriste État islamique, installée sur un territoire comprenant l'Irak, la Syrie et la Libye, dispose de ressources annuelles estimées à plus de 2 milliards de dollars. Selon le président du Centre d'analyse du terrorisme Jean-Charles Brisard, l'argent de Daech provient en premier lieu du pétrole et de sa vente, qui représente plusieurs centaines de millions de dollars par an. Les réserves de l'État islamique en pétrole sont très importantes, évaluées à 2000 milliards de dollars. De plus, l'organisation s'appuie sur les taxes et impôts prélevés sur les populations sous contrôle de l'organisation, la contrebande de céréales et de coton, le trafic d'antiquités, ainsi que sur les kidnappings et l'esclavage comme le rapporte l'économiste Christian Chavaigneux. Il existerait également des dons transitant par des ONG islamistes.

Pour réduire les capacités de financement de Daech, les seuls bombardements aériens de la coalition internationale ne suffisent pas. Ils n'ont en effet réduit que de 16 % les ressources annuelles de l'État islamique, ●●●



qui a réussi à s'adapter à toutes ces contraintes. La baisse des revenus liés au pétrole a entraîné de façon mécanique une augmentation des taxes et des impôts, ce qui a permis au groupe de maintenir un budget presque stable, d'après certains experts.

b) Renforcer la lutte contre le financement du terrorisme

Des sanctions économiques ont été mises en oeuvre, afin de réduire les possibilités de financement du terrorisme. Toutefois, malgré les déclarations encourageantes des pays du G20, certains pays continuent à mener un jeu trouble. L'Arabie Saoudite et le Qatar se sont joints à cette volonté, alors que les deux pays seraient soupçonnés de financer le terrorisme. L'État islamique bénéficie de la complaisance de certains pays voisins. Nous devons opposer à ces États la plus grande fermeté. À ce titre, les facilités fiscales accordées en France aux résidents qataris ne sont pas justifiées, à l'heure où le volontarisme de la pétromonarchie sur le plan de la lutte internationale contre le terrorisme reste à prouver. Elles ne sont pas exemptes du risque d'alimenter la nébuleuse financière de ce pays, nébuleuse entretenant des ambiguïtés avec l'organisation Daech. La convention du 4 décembre 1990 a déjà permis d'éviter les doubles impositions pour les résidents et investisseurs qataris en France. À travers sa révision en 2008, la retenue à la source sur les dividendes a été supprimée, les sociétés de l'Emirat perçoivent un nombre croissant de bénéficiaires et l'avenant exonère d'impôts sur la fortune pendant cinq ans les biens hors de France des qataris résidant dans notre pays. Un texte ratifié par le Parlement et entré en vigueur en 2009 prévoit même une exonération totale des plus-values

La France, complaisante avec le Qatar et l'Arabie saoudite, défaillante sur le règlement des conflits

Si le rapport de la mission d'information de l'Assemblée nationale sur les moyens de Daesh a été adopté à l'unanimité de ses membres, issus de tous les groupes parlementaires, la contribution du groupe Gauche démocrate et républicaine que nous publions souligne plusieurs priorités « *sans lesquelles la lutte nécessaire contre Daech ne manquerait pas d'être incomplète* ».

Il s'agit tout particulièrement de rompre les liens avec certains régimes accusés de financer des organisations terroristes. La contribution évoque notamment les privilèges exorbitants accordés par la France aux Qataris, alors que l'implication du Qatar dans la lutte internationale contre le terrorisme « *reste à prouver* ». Elle met en cause ainsi des cadeaux fiscaux accordés par la France : exonération d'impôts sur la fortune, exonération totale des plus-values immobilières... Elle pointe aussi la vente de Rafales à l'Arabie saoudite et, plus largement, la politique commerciale de la France dans le champ militaire.

Ce texte aborde aussi de multiples sujets minorés ou ignorés par le rapport parlementaire, qui constituent pourtant la trame de fond de l'influence de Daesh. Il en est ainsi, par exemple, du fait que les interventions militaires successives dans la région ont conduit à la dislocation des États, à partir de laquelle l'organisation terroriste a pu tisser sa toile. Enfin, les parlementaires soulignent qu'une solution durable et solide nécessite de résoudre les grands conflits historiques et de soutenir par l'aide au développement la mise en oeuvre de « *politiques économiques inclusives, basées sur une meilleure redistribution des richesses à l'ensemble des couches de la société* ».

● Cerises

Le rapport intégral *Les moyens de Daesh* est disponible [ici](#)

immobilières réalisées par l'émirat ou par "ses entités publiques" sur les biens détenus en France. D'autres mesures complémentaires peuvent être mises en place pour réduire drastiquement les moyens financiers dont dispose Daech. Une partie des fonds de l'organisation aurait été délocalisée dans les paradis fiscaux, selon

le chercheur irakien Hisham al-Hashimi. Les cadres de l'État islamique auraient réactivé les réseaux utilisés par Saadam Hussein et le parti Baas, en ouvrant des sociétés offshores au Liban, en Turquie, en Malaisie, en Indonésie ou encore à Chypre. Ces pays sont très mal notés par le Gafi (Groupe d'action financière), organisme luttant contre ●●●



le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. La lutte contre les paradis fiscaux apparaît comme une mesure *sine qua non* pour combattre le financement du terrorisme international. Il est nécessaire de supprimer tous les territoires opaques, comme le défend le chercheur Eric Venin. Cela passe par la suppression du secret bancaire de certains territoires et par des échanges d'informations bancaires, comme le réalisent les États-Unis. Ces mesures permettraient de bloquer à la source les réserves financières de Daech. Sur ce terrain, beaucoup trop de temps a été perdu par les principaux pays de la planète et par les gouvernements français successifs. Les députés du Front de gauche regrettent que les propositions qu'ils ont formulées depuis de nombreuses années pour empêcher les transactions avec les paradis fiscaux n'aient pas été entendues. Le chercheur Luc Lamprière estime que « *la lutte contre les paradis fiscaux ne fait que commencer et 90 % du chemin reste encore à parcourir* ».

Daech se sert des failles de nos économies et de nos institutions. Assécher durablement le financement de Daech réclame inévitablement que les États reprennent la main sur un système capitaliste ultrafinanciarisé qui favorise les circuits de l'argent sale.

c) Comment s'assurer que les entreprises françaises ne commercent pas avec l'État islamique et ne participent pas indirectement à son enrichissement ?

Le 21 juin 2016, le journal *Le Monde* a affirmé détenir des informations sur le financement indirect de Daech par la cimenterie de la société Lafarge basée

en Syrie entre 2013 et 2014. L'entreprise aurait payé des droits de passage afin de franchir les frontières de zones contrôlées par l'organisation terroriste, ainsi que des intermédiaires afin de se fournir en pétrole sur le territoire qu'elle contrôle. L'affaire Lafarge pose question. D'autres entreprises françaises et internationales étaient présentes en Syrie et en Irak. En Belgique, le journal *Le Soir* indique que 997 entreprises seraient au

La lutte contre les paradis fiscaux apparaît comme une mesure *sine qua non* pour combattre le financement du terrorisme international. (...) Cela passe par la suppression du secret bancaire de certains territoires et par des échanges d'informations bancaires.

coeur d'échanges commerciaux avec la Syrie et 865 avec l'Irak. L'organisation terroriste est au coeur du trafic sur le pétrole et sur les matières premières. 90 % des champs de coton en Syrie, l'un des premiers producteurs du monde, sont contrôlés par Daech.

Le chaos régional et la complexité des circuits commerciaux et financiers ne permettent pas de s'assurer que l'activité des entreprises françaises et européennes ne vienne soutenir indirectement l'État islamique.

C'est ainsi qu'il faut comprendre les déclarations de Jana Hybaskova, ambassadrice de l'Union européenne en Irak, affirmant lors du Comité des Affaires étrangères du Parlement européen de septembre 2014 que certains pays européens avaient acheté du pétrole à "l'État islamique" sans même le savoir. Ces transferts s'opèrent en effet par le biais de multiples intermédiaires, notamment sur le sol turc, grâce à la passivité, voire le double jeu des autorités de ce pays ayant rejoint tardivement la mobilisation internationale contre le terrorisme et désormais frappé régulièrement par de sanglants attentats.

Pour mettre fin à ces incertitudes, la lutte contre les pratiques troubles de certains acteurs économiques doit constituer un axe prioritaire des systèmes judiciaires européens. Pascal Saint-Amans, Directeur du Centre de politique et d'administration fiscale de l'OCDE, souligne que la France reste en retard dans le déclenchement d'investigations judiciaires sur les faits de corruption impliquant des entreprises françaises à l'étranger. Aucune impunité n'est acceptable en pareille matière.

Plus largement, les régimes politiques au pouvoir dans la région ont forgé leur développement sur la rente pétrolière. Aujourd'hui, beaucoup sont frappés par le *dutch disease* ou la malédiction des matières premières. Economies exsangues, clientélisme, corruption, guerres... Le système économique international fondé sur le modèle du tout-pétrole montre ses grandes limites à assurer la paix et le développement sur l'ensemble de la planète.





Daech : un produit des interventions militaires occidentales des années 1990-2000

1) État des lieux

L'État islamique est le fruit des différentes interventions occidentales au Proche et Moyen-Orient (première guerre du Golfe de 1991, guerre d'Afghanistan de 2001). L'intervention américaine en Irak en 2003, sous des motifs fallacieux, a provoqué une onde de choc profonde, disloquant les institutions de ce pays et déstabilisant les pays riverains. La volonté hégémonique et belliqueuse, au cœur de la doctrine de l'OTAN, s'est nourrie de la funeste thèse du "choc des civilisations". Seule la posture de refus de plusieurs pays occidentaux, dont la France rassemblée dans ses différentes composantes autour du choix du Président Chirac, ont permis d'éviter une profonde rupture avec le monde arabe. L'émergence de Daech se place ainsi dans une perspective historique, les facteurs géopolitiques et économiques prédominant largement sur les clefs de compréhension ethnico-religieuses. Le ressentiment hérité des différentes interventions militaires a amené une partie de la population à soutenir l'organisation État islamique.

2) Des interventions qui ont conduit à la dislocation des États

La déstabilisation de la région, à partir de la guerre du Golfe, a conduit à un éclatement des États hérités du vingtième siècle et des accords Sykes-Picot. Les interventions successives n'ont pas permis de promouvoir de nouvelles forces politiques progres-

sistes. En Afghanistan et en Irak, les régimes corrompus ont été remplacés par des régimes confessionnels proches des intérêts occidentaux. En Afghanistan, la politique menée par Hamid Karzai a cristallisé les tensions. En Irak, la politique pro chiite menée par Nouri Al-Maliki a renforcé les tensions confessionnelles et a conduit à la marginalisation des sunnites, tout en continuant de bénéficier du soutien des USA. Les chercheurs Olivier Hanne et Thomas Flichy expliquent que ces tensions grandissantes ont

La France reste en retard dans le déclenchement d'investigations judiciaires sur les faits de corruption impliquant des entreprises françaises à l'étranger. Aucune impunité n'est acceptable en pareille matière.

contribué à l'émergence de groupes informels proches du banditisme, et dans certains cas liés au terrorisme. Les groupes sunnites criminels présentent les premiers signes de la concentration des djihadistes du monde entier en Irak. Pour la population sunnite, l'État islamique s'est affirmé comme le porte-voix de leurs revendications, après les humiliations subies lors de ces vingt dernières années.

3) Contre Daech, promouvoir une autre solution politique

L'organisation État islamique ne pourra être vaincue sans qu'une solution politique nouvelle, fondée sur le respect des peuples, s'impose dans la région. Bernard Bajolet, directeur de la DGSE, est intervenu dans ce sens lors de son audition : « *Je n'ai pas de doute que Daech sera vaincu un jour ou l'autre. En revanche, je ne peux pas vous dire quand. Ce réservoir de jihadistes dont j'ai parlé continuera à croître tant qu'une solution politique ne sera pas trouvée, en Irak comme en Syrie ou en Libye* ».

Les pays occidentaux doivent enfin tirer toutes les leçons des erreurs stratégiques commises depuis plusieurs décennies. L'interventionnisme militaire hors de tout règlement politique global a fait étalage de son efficacité limitée sur le court-terme et ses effets dévastateurs sur le moyen-terme. Les violations du droit international commises par les membres permanents du Conseil de sécurité ont durablement affaibli l'ONU, cadre de référence de tout effort diplomatique au Moyen-Orient. Le détournement par les USA du mandat d'intervention contre la Libye de Mouammar Khadafi, avec l'appui de la France, a créé les conditions de notre propre impuissance. Nous en payons aujourd'hui encore le prix sur le dossier syrien, avec une défiance forte du partenaire russe. Nulle avancée diplomatique sérieuse ne verra le jour sans un rapprochement de toutes les puissances ayant des intérêts au Moyen-Orient, ce qui exige d'approfondir le dialogue avec l'Iran et de reconnaître pleinement l'importance de la Russie dans cette partie du globe.





La France doit clarifier sa réponse diplomatique

1) Les ventes d'armes ou la paix ?

La France doit repenser ses rapports avec le monde arabe afin de développer un discours de paix dans la région. La France a deux discours : d'une part, une volonté de promouvoir le dialogue et la stabilité ; de l'autre, le maintien de liens économiques et diplomatiques avec certains régimes accusés de financer des organisations terroristes. D'abord de manière évidente, certaines décisions déstabilisent la région, et vont à l'encontre des objectifs que nous nous étions fixés dans le cadre de la lutte contre le terrorisme. Existe-t-il une logique qui sous-tend par exemple la vente de rafales à l'Arabie Saoudite et plus généralement le commerce d'armes et d'équipements militaires auquel nous participons ? Le discours de stabilité et de paix contraste avec la réalité : plusieurs observateurs, tel qu'Amnesty international, ont évoqué la potentielle utilisation d'armes françaises de l'armée saoudite contre la population yéménite. La France, en 2015, est le deuxième pays exportateur d'armes de guerre dans le monde, le troisième au Proche et Moyen-Orient. Le Proche et le Moyen-Orient représentent, sur la période 2010-2014, 38,1 % des prises de commandes françaises dans le monde, selon les chiffres de la Direction générale de l'armement. Alors que nous promovons la paix, notre pays tient un double discours sur la vente d'armes et offre un soutien malvenu à plusieurs régimes mis à l'index pour leurs violations des droits de l'homme et de la femme.

Une série de préjugés tenaces à propos des pays arabes hante encore notre vision. Selon les mêmes logiques que Samuel Huntington, il y aurait d'abord une incompatibilité entre Islam et démocratie au motif que les valeurs musulmanes seraient incompatibles avec les valeurs démocratiques. Un autre préjugé, intimement lié au premier, correspond à la regrettable ten-

Les pays occidentaux doivent enfin tirer toutes les leçons des erreurs stratégiques commises depuis plusieurs décennies. L'interventionnisme militaire hors de tout règlement politique global a fait étalage de son efficacité limitée sur le court-terme et ses effets dévastateurs sur le moyen-terme.

dance des diplomaties occidentales à penser que le Monde Arabe est soit destiné à un avenir autoritaire, soit à l'islamisme. C'est ainsi qu'elles recherchent davantage la stabilité que la démocratie. Ce discours justifiait et justifie encore le soutien aux pires régimes. Même si nous ne pouvons que constater l'échec total de cet élan vers la stabilité.

2) Réaffirmer une diplomatie indépendante en dehors de l'OTAN et de l'UE

Membre permanent du Conseil de Sécurité, la France a un rôle essentiel dans les équilibres diplomatiques internationaux et une histoire intime avec le destin du Moyen-Orient. Le dialogue équilibré que notre pays a su historiquement promouvoir dans cette région confère une crédibilité certaine à notre diplomatie.

De manière regrettable, l'alignement récent dans les pas de l'OTAN et des USA, amorcé sous la Présidence Sarkozy et parachevé sous la Présidence Hollande a affaibli la voix de la France dans le monde et son message en faveur de la liberté des peuples. L'intransigeance dont nous avons fait preuve face à l'Iran et la Russie, à contretemps de l'évolution géopolitique, a marginalisé la France sans aboutir à une résolution du conflit syrien. Notre pays a vocation à réunir ces partenaires autour de la table des négociations pour obtenir d'eux un engagement sans faille contre le terrorisme.

Cette voix indépendante doit permettre d'avoir une même exigence vis-à-vis de l'ensemble de nos partenaires. Les relations de l'Union européenne à la Turquie doivent à ce titre être clarifiées. Le partenariat sécuritaire honteux noué avec la Turquie, basé sur un contrôle des flux migratoires aux frontières turques en échange de l'ouverture de nouveaux chapitres de négociation en vue d'une adhésion à l'UE, doit être remis en question. Le double jeu de la Turquie est dangereux : le gouvernement turc ferme les yeux sur la porosité de ses frontières et réprime durement le peuple kurde, ●●●



qui est pourtant le seul rempart efficace à l'avancée de l'État islamique dans la région. Maintenir la coopération actuelle avec le gouvernement turc s'avère impensable si l'on veut affaiblir durablement l'influence de Daech.

Enfin, face au développement de Daech dans de multiples pays, particulièrement sur le terreau des rancœurs et des oppressions, la fin du conflit israélo-palestinien doit demeurer une priorité de notre diplomatie. Cette tragédie est la mère de tous les conflits au Proche-Orient depuis des décennies. Sa résolution passe par une reconnaissance immédiate de l'État de Palestine, conformément au droit international. La reconnaissance de cet État en 2014 par la représentation nationale doit enfin emporter la reconnaissance officielle par le chef de l'État.

3) Porter une politique d'aide au développement ambitieuse

En Afrique, la France et les pays du Sahel combattent l'implantation d'organisations affiliées à l'État islamique. Les opérations Serval, puis Barkhane, ont circonscrit la menace djihadiste. Cependant, celle-ci s'est adaptée, promouvant la formation de petites unités mobiles difficilement contrôlables. Ce volet militaire seul n'a pas permis d'éradiquer le terrorisme : il doit avoir pour corollaire un volet politique et économique.

Cet effort passe inévitablement par un renforcement de l'aide au développement pour les pays du Sahel. Cette aide a varié entre 350 et 500 millions d'euros par an entre 2004 et 2014 pour six pays : le Sénégal, la Mauritanie, le Mali, le Burkina Faso, le Niger et le Tchad.

La France doit mener une politique ambitieuse d'aide au développement et consacrer 0,7 % de son revenu national brut à l'aide publique au développement, objectif fixé par l'OCDE. Pourtant, depuis 2012, l'aide publique au développement ne cesse de connaître des coupes drastiques et la baisse des crédits est continue, se chiffrant à 500 millions d'euros.

Face au développement de Daech dans de multiples pays, particulièrement sur le terreau des rancœurs et des oppressions, la fin du conflit israélo-palestinien doit demeurer une priorité de notre diplomatie. Cette tragédie est la mère de tous les conflits au Proche-Orient depuis des décennies.

À plusieurs reprises, les députés Front de gauche ont déploré ce renoncement et l'incroyable faiblesse de la solidarité envers les pays les plus en difficulté en Afrique sub-saharienne. Cela conduit l'aide publique au développement française à privilégier une stratégie de prêts au détriment de dons, plus à même d'aider les États les moins développés d'Afrique, où l'État islamique prospère. Daech s'étend là-même où les logiques de développement ne fonctionnent

pas et où l'humain est abandonné. Les conclusions du rapport "Sahel : repenser l'aide au développement" publié par le Sénat le 29 juin, plaçant comme priorité la lutte contre la corruption pour une aide plus efficace tout en doublant l'aide bilatérale apportée, vont dans le bon sens.

Dans la lutte contre le terrorisme, si la recherche de sécurité est importante, elle n'est pas efficace sans la recherche de développement. L'absence de reconstruction ou de consolidation des structures régaliennes a conduit les pays du Sahel dans une impasse sécuritaire, économique et sociale. L'enjeu, comme le souligne l'ancien directeur de la Banque mondiale et de l'Agence française de développement Serge Michailof, est « *de répondre au désespoir d'une jeunesse sans capacité d'insertion économique ou sociale, travaillée par un islam rigoriste, et dont les meilleures perspectives se situent, objectivement, non dans une agriculture marginale, mais dans les trafics illicites contrôlés par des groupes armés* ».

Une politique d'aide au développement ambitieuse serait un contrepoids efficace au discours employé par Daech pour séduire des jeunes, indignés par leurs conditions de vie et séduits par le discours profondément hostile aux pays occidentaux de l'organisation terroriste. En France comme dans le reste du monde, des politiques économiques inclusives, basées sur une meilleure redistribution des richesses à l'ensemble des couches de la société, permettraient de déconstruire l'attrait qu'exerce Daech.

Jean-Luc, Maurice, Michel (et tant d'autres), bienvenue en théologie !

En plein psychodrame sur le burkini, Jean-Luc Mélenchon est interviewé sur France 2 : « Je dis à tous les chefs religieux : il n'y a pas de consigne, ni de Mahomet, ni de Jésus, ni de Moïse contre les tenues de bain (...) Je ne suis pas du tout persuadé que Dieu soit préoccupé des poils et des cheveux... » Deux jours plus tard, dans son éditorial de *L'Huma* du 26 août, Maurice Ulrich écrit : « Nous pensons à ce poète arabe qui, il y a déjà plus de douze siècles, invitait Dieu à proscrire le voile », écrivait-il, « lequel sera à jamais le fléau de la jeunesse ». Dimanche, dernier, sur la grande scène de la fête du journal communiste, Michel Polnareff entame, bientôt suivi par des dizaines de milliers de voix : « On ira tous au paradis, qu'on soit béni qu'on soit maudit, on ira... ».

Bienvenue à chacune et chacun dans le débat théologique et en particulier à vous, Jean-Luc, Maurice, Michel et vous, choristes de dimanche. Le *Larousse* définit la théologie comme les études « concernant la divinité et plus généralement la religion (...) les choses divines à la lumière de la Révélation, (la) doctrine religieuse d'un auteur ou d'une école ». Bienvenue à vous, Jean-Luc et Maurice, qui vous interrogez sur la volonté de Dieu. À toi Jean-Luc qui pousse cela jusqu'à l'interprétation de la doctrine religieuse des fondateurs de trois monothéismes. À toi Michel et ton public qui prenez publiquement position en faveur de la doctrine du salut universel ! La théologie, ce n'est pas autre chose ce que vous avez fait là !

Vous n'êtes peut-être pas croyant, vous n'avez pas fait d'études de théologie. Par la Grâce de la Réforme protestante et de la révolution laïque de 1905, je dis : qu'importe ! La Réforme appelle chacun à lire directement le texte biblique et revendique que tombent les anciens ordres : tout prêtre est un laïc (il peut se marier, boire, vivre, quoi...) tout laïc est un prêtre, chacun a le droit de discuter des Écritures, de Dieu, des fins dernières, etc. Par la révolution de 1905, il n'y a plus de sacré imposé à l'État, ni par l'État à la société, ni par une religion à la société par l'entremise de l'État. Comme le rappelle Edwy Plenel¹, aux tenants de l'interdiction du « costume ecclésiastique » dans la rue, Aristide Briand répondait en 1905 qu'« en régime de séparation la question du costume ecclésiastique ne pouvait se poser. Ce costume n'existe plus pour nous

1. <https://blogs.mediapart.fr/edwy-plenel/blog/140816/un-vetement-comme-les-autres>

avec son caractère officiel (...). La soutane devient, dès le lendemain de la séparation, un vêtement comme les autres, accessible à tous les citoyens, prêtres ou non. ». Exactement pour les mêmes raisons, en régime de séparation, croyants ou non, prêtre, pasteur ou non, tous et toutes, vous avez le droit de faire de la théologie, hors de toute imprimatur papale, mereau² protestant ou certification halal ou casher.

Alors, Jean-Luc, Maurice, Michel et les autres, théologisez puisque vous allez l'air d'en mourir d'envie. D'autant qu'il y a besoin de vous. Comme nous l'avons défendu dans un texte avec Oliver Abel, « ce dont nous souffrons n'est pas d'un trop de théologie, ce trop que nous traquons chez les autres : c'est d'un pas assez de théologie pour penser l'ensemble des conceptions du monde. »³. Besoin pour contrecarrer les conceptions théologiques conservatrices qui, tels les vampires confrontés à la lumière, reculent dans le débat contradictoire. Besoin parce que de toutes façons, la théologie est déjà partout, "en douce" : derrière nos conceptions du sujet et du politique, de l'économie et de l'image, du temps et du monde, se cachent des "théologèmes" - des images de Dieu, de l'humain, de l'espérance, du salut... - qu'à ne pas critiquer ni discuter, nous recevons en boomerang.

Vous souhaitant la bienvenue en théologie, je suis sûr que vous souhaiterez la bienvenue en politique aux théologiens, aux croyants et à leurs organisations de votre camp. Bien sûr, pas pour exercer le pouvoir au nom d'une religion ou en donnant une religion à l'État. Mais pour participer au libre débat de la société, citoyens parmi d'autres, membres de la société civile parmi d'autres. Alors, tous et toutes théologienNEs et tous et toutes citoyenNEs ?



● Stéphane Lavignotte

2. Pendant la période d'interdiction du protestantisme en France, le mereau était le jeton qu'on donnait pour accéder à la cène qui vérifiait l'adhésion à la religion réformée, <http://www.musee protestant.org/notice/mereaux/>

3. http://www.lemonde.fr/idees/article/2014/10/14/plaidoyer-pour-un-peu-plus-de-theologie_4506024_3232.html#dkfVjls4yDKmH00.99

Sans-culotte



Choix de candidats à la présidentielle - Fête de l'Huma 2016 - Crédit : Apnel

C'est en chantant "À poil les patrons" que les responsables du stand naturiste de la Fête de l'Huma 2016, emballés par l'air d'insoumission qui soufflait sur la Courneuve le week-end dernier, ont déambulé nus dans les allées de la Fête. « *La nudité, c'est un symbole de liberté... comme le communisme* », a même clamé le vertueux Vice-président de l'Association de promotion du naturisme en liberté (Apnel).

Le seul regret des responsables associatifs a été de ne pouvoir assister au concert de Michel Polnareff sur la grande scène. Le chanteur est néanmoins venu exhiber son derrière au stand. « *Je crois qu'il faut qu'on montre ce qu'on a de plus beau.* » a-t-il déclaré, s'asseyant sur l'excommunication envoyée sur fessesbook par Christine Boutin.

Le Premier ministre, qui encourage toujours la chasse au burkini sur les plages, a publié un communiqué affirmant que le nokini dans les allées n'était pas conforme aux valeurs de la République. Il est question également que les nageurs en combinaison de plongée, les porteurs de turban et les masseurs naturistes soient interdits au bord des rivières.

Les responsables de l'Apnel, eux, peuvent être satisfaits. L'association a doublé son nombre d'adhérents en trois jours, ce qui a fait quelques envieux dans les partis politiques.

Mais c'est le nombre de candidats à l'élection présidentielle ayant défilé sur le stand naturiste qui a ravi l'association. Une sorte de course à l'échalote pour ceux se réclamant de la gauche digne de ce nom. Autant dire qu'on s'est bien poilé. Passant à toute vitesse devant le stand en construction, Phi-

lippe Poutou (NPA) a clamé : « *La nue-propiété, c'est le vol.* » Jean-Luc Mélenchon (La France insoumise), qui avait pris une option et un créneau il y a plusieurs mois, s'y était installé dès l'aube du samedi, dépouillé de ses fringues (l'austérité...), une cravate rouge en guise de périzonium. Très à l'aise, évitant de rhabiller Hollande pour l'hiver et la nième fois, il a tonné : « *Nous sommes des femmes et des hommes libres destinés à construire un avenir et un front commun. Je suis un sans-culotte comme vous, qui tend la main aux nudistes, aux communistes et aux conudistes.* » Un appel du pied parvenu à de nombreuses oreilles.

Pierre Laurent (PCF) est, lui, venu faire ami-ami le samedi après-midi sur le stand. « *Dans le plus simple appareil naturellement. Ce qu'il me reste, je le préserve.* » a précisé le secrétaire national. Hésitant dans son choix, il a proposé une séance de body-painting¹ pour départager les candidats. Cécile Duflot (EELV) est venue en vélo et en solo, sans chemise et sans pantalon. « *Les politiques, c'est comme les habits, on les choisit* », a justifié la candidate à la primaire écologique. En pleine opération séduction pour 2022, Benoît Hamon (PS) s'est déloqué progressivement aux côtés d'Arnaud Montebourg (PS) présentant dans ses seules tongs sa proposition culte « *d'attribution de 80 % des marchés publics aux PME pendant une période de huit ans, le temps que la France se rhabille.* » Autant dire que les capitalistes cousus d'or ne sont pas près d'être dépouillés.

● Philippe Stierlin



1. Peintures corporelles.

**Elle avait 14 ans
et toute la vie
devant elle.
Elle était jeune,
et belle, et vivante.**



Photo Le DL / Lisa Marcelja

Elle avait 14 ans et toute la vie devant elle. Elle était jeune, et belle, et vivante.

Comme des millions de jeunes filles, en France et dans le monde. Et pourtant elle n'existait pas.

Non, Melinda n'existait pas. Elle était Rom, roumaine.

Et elle reste Rom malgré la mort qui en un éclair l'a emporté alors qu'elle se faisait belle dans cette salle de bain d'un squat grenoblois.

Elle était la lumière d'une jeunesse malmenée et pourtant pleine d'espoir.

Aux autres bouts du monde, des millions de jeunes filles sont bafouées, torturées, exploitées, violées, plus que jamais.

Et sur notre belle terre des droits de l'homme, nombre d'entre elles vivent ignorées, blessées, ignorées, méprisées, tout comme les familles Roms malmenées, expulsées, rejetées.

Melinda avait 14 ans et elle est morte électrocutée par un câble électrique tombé dans la bassine baignoire d'un domicile improvisé.

Elle avait 14 ans.

Nous sommes en 2016.

Ce n'est pas le monde qui ne tourne pas rond, mais les hommes qui le dirigent - comme à la tête de notre État - et le conduisent à sa perte.

Le monde, une jeune fille. La vie, la mort. La colère, et l'émotion.

L'émotion et la colère face à cette humiliation devenue ordinaire et coutumière.

Je pense à Melinda. Je pense à mes filles.

Oui ce monde est à changer.

● **Luc Quinton**

Plasticien, Grenoble

Plus sur www.communistesunitaires.net, rubrique "Discriminations"

cerises
ROUGE. AIGRE-DOUX

POUR ABONNER VOS PROCHES
c'est gratuit, c'est simple et c'est ici :

<http://plateformecitoyenne.net/cerises>

Marchandise militaire

Les tables de terrasse de cafés parisiens - ci-contre, non loin du Bataclan - s'habillent ces jours-ci d'annonces de recrutement de l'armée : "Je veux aller de l'avant pour que la liberté ne recule jamais". Le ministère de la Défense n'a-t-il pas bon goût ?



● **Nationaliser Alstom.** Jean-Luc Mélenchon a proposé, mercredi 13 septembre, la nationalisation immédiate de la tranche transport ferroviaire d'Alstom. Fustigeant les « larmes de crocodile à l'approche de l'élection présidentielle », il dénonce le pillage et le dépeçage de l'entreprise, et met en cause la stratégie industrielle des gouvernements successifs - notamment les 41 milliards d'euros annuels du Pacte de responsabilité, qui subventionnent sans contrepartie la grande distribution au lieu de soutenir l'activité. Dans la même veine, il formule plusieurs mesures pour défiscaliser l'économie et relancer des politiques industrielles.

● **Mouvement de fond.** Lors du débat sur le mariage pour tous, *Cerises* faisait l'hypothèse que la forte mobilisation de ses opposants représentait l'expression d'un monde qui finit, plutôt qu'une évolution sociétale. Une étude de l'IFOP sur l'homosexualité et l'homoparentalité confirme que les deux sont de plus en plus acceptées dans la société. Les chiffres sont éloquentes : 63 % des personnes interrogées considèrent qu'un couple d'homosexuels vivant avec ses enfants constitue une famille à part entière, 62 % des sondés sont contre

l'abrogation de la loi Taubira, 64 % se prononcent en faveur de la reconnaissance des enfants nés par gestation pour autrui à l'étranger, 59 % sont pour l'ouverture de la procréation médicalement assistée aux femmes homosexuelles... Bref, le mouvement de fond se poursuit, loin des discours apocalyptiques des cathos intégristes. Lire [ici](#)

● **Migrants abandonnés.** Une autre étude de l'IFOP montre, elle, que les réticences à l'accueil des migrants ont augmenté au cours des derniers mois : 62 % des sondés y sont défavorables, contre 38 %. L'instrumentalisation xénophobe et sécuritaire du sujet porte ses fruits... L'étude est [ici](#)

● **Symbiose du fric.** Le géant de la chimie et de la pharmacie, Bayer, a racheté Monsanto, semences OGM et pesticides, pour 66 milliards de dollars (59 milliards d'euros). Bayer d'expliquer : « *La transaction met ensemble deux activités différentes, mais fortement complémentaires.* » Le premier va-t-il développer quelques médicaments permettant de soigner les dégâts que fait le second ? Le profit n'a ni odeur, ni pudeur.

Cerises

publication de l'Association
des communistes unitaires

- Noyau -

Gilles Alfonsi, Gilles Boitte,
Michèle Kiintz, Roger Martelli,
Philippe Stierlin, Catherine Tricot,
Pierre Zarka.

cerises@plateformecitoyenne.net

Abonnement gratuit en ligne :
<http://plateformecitoyenne.net/cerises>

www.cerisesenligne.fr



MEDIAPART

